

PROJET DE NOTE CONCEPTUELLE ET PROGRAMME

Date : 20 septembre 2022

Lieu: CFA Society of New York, 1540 Broadway #1010, New York, NY 10036, États-Unis

Heures : 13h00 – 14h30

Dialogue entre les chefs d'État et de gouvernement africains et les investisseurs institutionnels sur le financement climatique

CONTEXTE

L'accélération de la mise en œuvre de l'ODD7 sur l'énergie est essentielle pour progresser dans le cadre de la réalisation des ODD et de l'Accord de Paris sur le changement climatique, en particulier en raison des liens étroits entre l'énergie et la plupart des autres objectifs et cibles du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et de l'Agenda 2063.

Pour atteindre les objectifs de l'Accord de Paris, les investissements climatiques doivent augmenter considérablement, à la fois par le biais d'investissements nationaux et internationaux, afin d'accélérer l'adoption des énergies renouvelables et l'adaptation au climat. Selon les dernières estimations de Climate Policy Initiative, il en coûtera environ 2,8 billions de dollars entre 2020 et 2030 pour mettre en œuvre les contributions nationales déterminées (CDN) telles qu'elles sont actuellement soumises par 51 pays africains.

Les gouvernements africains ont promis des contributions pour 10% de ce montant à partir de leurs propres ressources nationales, laissant environ 250 milliards de dollars par an qui doivent provenir de sources publiques internationales et du secteur privé. Il existe également un risque que les pays ne soient pas en mesure de fournir autant de financements publics nationaux qu'initialement estimé compte tenu des niveaux d'endettement élevés, à la suite des pressions budgétaires imprévues - par exemple, de la crise du COVID 19 et des effets néfastes de la crise russo-ukrainienne.

Jusqu'à présent, le total des flux annuels de financement climatique en Afrique pour 2020 n'a atteint que 30 milliards de dollars, soit seulement 12 % du montant nécessaire. Bien que les investissements en Afrique augmentent à un rythme plus élevé que dans d'autres régions, la somme cumulée des investissements dans les énergies renouvelables ne représente que 2 % des investissements mondiaux au cours des deux décennies.

Le rapport sur les perspectives de l'énergie en Afrique de l'Agence internationale de l'énergie souligne que l'investissement dans l'énergie propre en Afrique doit être multiplié par six et que les banques multilatérales de développement doivent augmenter les flux de financement concessionnel pour

l'énergie et l'adaptation en Afrique et doivent l'utiliser de manière stratégique pour attirer davantage de capitaux du secteur privé.

Pour y remédier, l'initiative de la Banque africaine d'investissement dans les infrastructures vertes (AfGIIB) a été annoncée lors de la COP26, sous la direction de l'Union africaine et du Forum africain des fonds de pension et des fonds souverains, afin de catalyser les capitaux privés pour la transition de l'Afrique. De telles initiatives sont nécessaires pour mettre en évidence le potentiel d'investissement de l'Afrique dans les technologies pionnières telles que l'hydrogène vert et d'autres technologies renouvelables, en tirant parti des riches ressources minérales du continent qui sont des intrants nécessaires.

En février 2022, les chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine ont approuvé le Plan d'action pour la relance verte de l'Union africaine (GRAP). Ce dernier a donné la priorité à la transformation des CDN africaines en un pipeline de projets bancables. Ces projets auront le potentiel d'attirer des investissements de capitaux privés, catalysés par les gouvernements et les produits et politiques de réduction du risque de crédit par les banques multilatérales de développement, et des politiques budgétaires améliorées qui permettent le flux de financement privé pour le climat.

Le GRAP appelle également à un meilleur alignement, avec le travail des Nations Unies sur le financement du développement, pour explorer les possibilités d'échange de dettes pour l'action climatique et promouvoir les mécanismes de commerce du carbone pour le développement et qui peuvent aider à soutenir l'adaptation au climat en Afrique et à améliorer la résilience aux chocs tels que le COVID-19 et le changement climatique.

Le secteur privé a un potentiel important pour répondre aux besoins de financement climatique de l'Afrique, mais de nombreuses CDN ne permettent pas au secteur privé de jouer suffisamment ce rôle. C'est dans ce contexte que le Bureau du Conseiller spécial des Nations Unies pour l'Afrique (OSAA) en collaboration avec Africa Investor (Ai) organise le Dialogue des chefs d'État et de gouvernement africains sur le financement climatique.

L'objectif primordial du dialogue est de favoriser et d'offrir un meilleur alignement des mandats de financement public-privé, et des voies d'investissement privé plus catalytiques, qui accélèrent et étendent la participation des capitaux privés à la transition verte de l'Afrique, mis en œuvre par le biais de partenariats institutionnels investisseurs-publics (IIPP).

Avec son objectif prioritaire déclaré de mobilisation du financement climatique, la prochaine 27e Conférence des Parties (COP 27) qui se tiendra en Afrique à Sharm el-Sheikh en Égypte, offre des opportunités uniques pour accélérer la mobilisation du financement climatique aux niveaux international, national et régional et promouvoir les partenariats institutionnels investisseurs-publics pour accélérer la mise en œuvre des CDN africaines.

Les acteurs publics sont invités à améliorer les cadres politiques et les environnements d'investissement pour mobiliser des financements privés et déployer des financements concessionnels pour cibler les

réduire les obstacles à l'investissement. En outre, un échange d'informations ciblé est nécessaire pour faire face aux risques perçus et réels qui continuent d'empêcher de nombreux investisseurs d'engager leur capital dans les énergies renouvelables. Ces risques comprennent les questions de gouvernance et de sécurité, les risques politiques, les risques économiques, y compris ceux liés au change. Au niveau de l'industrie de l'énergie, les obstacles se présentent sous la forme du manque ou absence du soutien au niveau politique pour le développement des énergies renouvelables, des inquiétudes concernant la solvabilité de l'acheteur d'électricité et le manque d'investissements suffisants dans l'interconnexion du réseau et les lignes de transport, entre autres.

Objectifs

L'événement offre une plate-forme unique pour un dialogue entre les chefs d'État et de gouvernement africains et la communauté des investisseurs nationaux et internationaux, sur les canaux d'investissement dans le but de forger des partenariats d'investissement à grande échelle, qui promeuvent et réalisent des projets CDN bancables qui accélèrent la transition climatique de l'Afrique et la réalisation des ODD et de l'Agenda 2063 de l'Union africaine.

L'événement représente donc une occasion unique de sensibiliser et d'alerter les investisseurs nationaux et mondiaux (représentant plus de 130 billions de dollars) sur les opportunités d'investissement bancables des CDN en Afrique.

Il contribuera également à accroître l'attraction d'investissements institutionnels intra-africains et à promouvoir un nouveau narratif d'investissement direct étranger, basé sur l'Afrique comme centre mondial de financement du climat et de création de technologies climatiques.

Audience

Cet événement réunira des directeurs généraux de fonds d'investissement institutionnel internationaux influents et des représentants de fonds de pension et de fonds souverains africains. Les chefs d'État et de gouvernement africains participeront à la table ronde de haut niveau. Des philanthropes et des représentants d'organisations internationales et d'institutions de financement du développement seront également présents. Des membres des médias internationaux spécialisés dans la finance seront également présents et participeront à la séance de questions-réponses.

FORMAT

L'événement de haut niveau comprend une cérémonie d'ouverture, une table ronde de haut niveau avec des chefs d'État et de gouvernement africains, suivie d'une discussion interactive. La table ronde sera animée par M. Hubert Danso, co-organisateur et président d'Africa Investor (Ai).

REMARQUE POUR LES INTERVENANTS

Les interventions doivent mettre en évidence les projets prioritaires du CDN qui contribueront à l'accélération de la mise en œuvre des ODD et de l'Accord de Paris, nécessitant des investissements dans le pays ainsi que les stratégies et politiques suivies par les gouvernements respectifs pour promouvoir l'investissement intra-africain dans le contexte de la mobilisation des ressources. Chaque intervention ne doit pas dépasser 5 à 8 minutes.

LOGISTIQUES

- Date et heure : 20 septembre 2022, de 13h00 à 14h30
- Lieu : CFA Society of New York, 1540 Broadway #1010, New York, NY 10036, États-Unis
- Chaque délégation comprendrait le chef de délégation, plus deux fonctionnaires.

Pour les questions de protocole et de sécurité, veuillez contacter : Kava Katjomuise · Chef d'équipe et économiste principal· Bureau du Conseiller spécial des Nations Unies pour l'Afrique (OSAA), katjomuisek@un.org

Programme Provisoire

13h00 : 13h20 Arrivée des VIP sur le site (accueillis et escortés jusqu'à la salle d'attente de haut niveau par Ai)
13h20 – 13h25 : Placement dans la salle de conférence
13h25 – 13h40 : Cérémonie d'ouverture
13h40 – 14h10 : Présentations du panel de haut niveau
14h10 – 14h25 : Discussion interactive
14h25 – 14h30 : Cérémonie de clôture

13:25 – 13:40 PROGRAMME : Cérémonie d'Ouverture

Africa Investor rappelle la salle à l'ordre et plante le décor.

Remarques d'ouverture et de bienvenue

Remarques d'ouverture - Mme Cristina Duarte, Secrétaire générale adjointe des Nations Unies et Conseillère spéciale pour l'Afrique

Remarques de bienvenue - M. Hubert Danso, PDG et président, Africa Investor

13h40 – 14h10 PANEL DES CHEFS D'ÉTAT DES ORATEURS PRINCIPAUX : PARTENARIATS ET OPPORTUNITÉS POUR METTRE EN ŒUVRE LES CDN, L'AGENDA 2063 ET LES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les chefs d'État et de gouvernement africains présenteront leurs projets d'investissement d'infrastructure prioritaires qui soutiennent l'Agenda 2063 et les objectifs de développement durable (ODD) et les politiques qu'ils poursuivent pour stimuler et attirer les investissements internationaux et intra-africains. Un accent particulier sera mis sur les engagements visant à faciliter l'investissement des fonds de pension nationaux, fonds souverains et banques centrales dans des projets d'infrastructure dans leurs pays et en Afrique.

M. Hubert Danso, PDG et président d'Africa Investor, ouvre le panel et présente les honorables chefs d'État/intervenants :

M. Hubert Danso, PDG et Président, Africa Investor, invite chaque Chef d'Etat à partager sa vision et ses projets sur leur :

1. Projets de CDN prioritaires qui accéléreront la poursuite de l'Agenda 2063 et des ODD, nécessitant des partenariats d'investissement avec le secteur privé dans leur pays
2. Stratégies et politiques pour promouvoir et faciliter les investissements intra-africains, dans le contexte de la mobilisation des ressources pour l'intégration régionale africaine

Chaque orateur disposera d'environ 5-8 minutes pour son intervention.

14:10 – 14:25 DISCUSSION INTERACTIVE

Mme Bitsat Yohannes, responsable des affaires économiques et point focal sur l'énergie, UN OSAA, modèrera la session de questions et réponses.

14:25 – 14:30 CLÔTURE

M. Hubert Danso, PDG et président de Africa Investor remercie les délégués et les chefs d'État/intervenants et clôt officiellement la session.

Contacts

Pour plus de détails, veuillez contacter : M. Tatenda Mutasa (Vice Président, Africa Investor) tmutasa@africaninvestor.com , +27 (0)11 783 2431 ; M. Kava Katjomuise, chef d'équipe et économiste principal, Bureau du conseiller spécial des Nations Unies pour l'Afrique (OSAA), katjomuisek@un.org ; et M. Liwaaddine Fliss, responsable de la gestion des programmes, OSAA, Liwaaddine.fliss@un.org.